

LA DICTATURE DU PARTENARIAT

R A P P E L

Sous l'idéologie du consensus et du contrat nous avons assisté, depuis le changement de pouvoir en 1981, à l'avènement d'un mode de fonctionnement institué comme une mode culturelle : le partenariat.

Cette mode aux abords sympathiques et anodins a tout simplement entériné en douceur un système d'apartheid, Elle offre l'occasion à la «modernité» de s'affranchir de la conscience sociale. Pour les travailleurs sociaux, le résultat est désastreux, puisqu'ils comprennent qu'on a plus vraiment besoin d'eux. Découragement, sentiment d'inutilité, chacun s'épuise à construire son système de survie.

Au début des années 80 l'introduction du partenariat comme politique contractuelle était censée signaler une rupture avec le marquage institutionnel classique et ses effets : lourdeur des coûts, assistanat... Il s'agissait de traiter les problèmes autrement, plus de façon spécialisée, au cas par cas, mais adaptée et localisée. La prise en compte de l'individu dans son environnement supplantait la simple catégorisation des problèmes. - sur le plan des individus par le renforcement de l'accompagnement social (Mission locale, PAIO, Stages en alternances, CF, RMI, ...) avec un partenariat inter-professionnel, - sur le plan des collectivités par le développement local (DSQ, DSU, CCPD, contrats Etat-Ville, ZEP, OPE,...) avec un partenariat inter-institutionnel,

La décentralisation devait favoriser la politique contractuelle; les travailleurs sociaux et les associations, assurant les relais de cette politique.

C'est donc comme un progrès, une avancée, que fut compris l'avènement de l'ère partenariale. A défaut d'être tous frères nous devenions tous partenaires.

Aujourd'hui, il semblerait que les premières espérances aient laissé la place à la désillusion et au découragement.

U N S Y S T E M E

Ce début de décennie marque, plus que jamais, l'emprise des systèmes de représentations. Les pouvoirs se sont toujours servis de l'image forgée et imposée par les uns sur les autres pour assujettir,

dominer et utiliser. C'est «l'homme-animal» de l'esclavagiste, le «sous-homme» du raciste. Aujourd'hui relayées de façon plus subtiles les formes de pouvoir s'insinuent dans les détails anodins. Nous assistons - spectateurs - à la mise en image de notre vie, de notre pensée, et de nos désirs. Le système médiatique en pleine explosion illustre de façon exemplaire ces propos.

L'absence de mémoire sociale induit une représentation collective où toute chose qui apparaît, s'exhibe comme un fait immédiat et nouveau sans attache au passé ou l'avenir.

Le système de représentation médiatisé s'appuie sur cette amnésie et la renforce pour asseoir le regard de la société sur elle même et de la centralité sur les marges, où le jeu des représentations (normatives) primerait sur l'information.

Les enjeux de pouvoir qui se créent autour de ces pôles inscrivent un nouveau partage des richesses où l'information constitue la matière première, les médias, l'industrie de transformation.

Les procédures d'appropriation des pouvoirs, semble se diriger vers un système d'apartheid. Ainsi l'évolution des rapports de domination «progressent» d'un rapport utilitaire d'exploitation (appropriation et capitalisation de l'argent ou du savoir) vers la préservation de systèmes hautement hiérarchisés qui institueraient le fait que certains groupes d'intérêt n'ont pas besoin des autres (ou si peu) sur le plan économique, pour fonctionner et se développer.

Sur le plan des politiques sociales, le partenariat constitue un autre champ d'institutionnalisation du système de représentation. Son introduction sous la forme d'une politique contractuelle masque la fracture entre les exclus et la société. En d'autres termes ces politiques auraient créé de toute pièce une caste intermédiaire : les «partenaires».

Le partenariat véhicule les représentations, mais à la différence des cultures, ces représentations ne s'enracinent dans aucune réa-

tions. Au contraire les rapports sont coupés, le fil de la mémoire est rompu.

Représentation sans racine, simplement jeu de pouvoir, le partenariat ne laisse pas de trace, ne restitue pas une identité à ceux qui en sont dépossédés. Il vide l'action sociale de sa consistance. Effacer les traces, c'est effacer l'avenir: affecter le continuum qui relie les générations et transmet le savoir.

L E R M I La

représentation

Il est demandé aux exclus de faire la preuve de leur bonne volonté à s'insérer (exemple des commissions locales d'insertion dans le

partie de la caste des «acteurs» susceptibles d'influencer la réalité.

Le partenariat

Car le propre du système de castes, c'est qu'il se suffit à lui même. Il ne peut exprimer ni le jeu des contradictions, ni la liberté des choix, ni une volonté collective. Sans volonté collective, pas de responsabilité collective. Il n'a pas à se justifier, il n'est donc pas coupable. Allez chercher les responsables ailleurs !

Qui peut bien s'identifier au groupe inter-partenaire, la commission d'insertion x, la commission locale y ? Ni le travailleur social, ni la population concernée! Et inversement la commission se soucie peu de l'appartenance du «cas» à ac-



cadre du RMI). Ceci pour garder sauve la morale de l'aide accordée (selon la tradition coloniale de la culpabilité où tout indigène était un paresseux, les exclus sont des parasites en puissance et les chômeurs des profiteurs). La catégorie des «RMistes» est créée. Ceux-ci n'ont pas plus de maîtrise sur leur avenir et ne sont pas «insérés» pour autant. Mais en fin de parcours qui s'en préoccupe ? La caste des partenaires n'a d'autre fonction que de statuer sur l'acceptabilité de la demande. L'important n'est pas d'agir, mais faire

compagner ou de l'identité du «projet» à financer. Elle ne crée pas du «lien social», par conséquent ne peut résoudre les conflits, servir de relais.

Les acteurs sociaux, quant à eux, sont gagnés par un sentiment d'impuissance. Surchargés de travail dans l'accomplissement du traitement social classique, ils doivent aussi être partenaires... C'est la crise profonde que connaît par exemple le travail social dont l'épuisement professionnel est l'un des symptômes.

LES BANLIEUES Les flambées de violence dans les banlieues révèlent un phénomène complexe. L'analyser uniquement en termes sociaux ou économiques ne peut être suffisant et satisfaisant. Ceux qui se révoltent sont non seulement des exclus (situation de non-droit face à l'emploi, le logement, l'éducation,...), mais ils sont aussi «mis à part». Pour reprendre l'expression d'un film traitant de l'apartheid, il s'agit d'un «monde à part». Il n'y a même plus un rapport utilitaire nécessaire à tout système d'exploitation économique, on a simplement pas besoin d'eux. Le pouvoir politique, par des mesures de soulagement occupationnel entérine l'idée d'une «génération perdue». Il y a 20 ans certains disaient que c'était le prix du développement économique (qui a besoin de son volant de chômeurs, de sa marge tolérée) aujourd'hui d'autres disent que c'est le prix de la «modernité».

La représentation

Vénissieux, Les Minguettes, présentée «cité-symbole» par le pouvoir des médias. Nous nous apercevons que les banlieues sont un thème récurrent. Nous sommes passés des îlots insalubres et insécures d'il y a 20 ans à un océan dangereux et pathogène : «banlieue» d'aujourd'hui.

La banlieue joue le rôle de «frontière». Dans ce partage dichotomique de la vision du monde propre au système de caste entre le «pur» et «l'impur», il est nécessaire de trouver le «mal» quelque part. Le «mal», objet de dérivation, focalisateur d'angoisse, ancrage du système du bouc-émissaire. N'assistons nous pas à l'apparition d'une religion, où, pour se maintenir, le pouvoir des «purs» crée la représentation d'une zone «impure». Le système médiatique introduit les codes de cette représentation (vectorisation). Une médiatisation récursive présenterait par exemple comme zone impure les «banlieues».

Dans le système de surveillance moderne brillamment décrit par Foucault, la prison, en enfermant la marge, a enlevé le caractère de visibilité de la manifestation du

pouvoir. Le contrôle s'exerce de façon intimiste et étendu dans tous les interstices de la vie.

La représentation médiatique réactualise l'image virtuelle d'une marge dangereuse localisée dans les banlieues, offrant sur un plateau (télévisuel) un légitimité au pouvoir coercitif.

Le partenariat

Encore une fois nous repérons un rapport troublant entre représentation médiatique et représentation instituée par le partenariat. Début 80 la tension règne aux Minguettes, les pouvoirs publics sont déphasés face à la montée de la violence et font appel aux travailleurs sociaux. Ceux-ci sont placés de fait en première ligne. Ils peuvent jouer un rôle moteur et s'investissent. Puis une opération de développement social se met en place, Les Minguettes deviennent «flot sensible», c'est un des premiers DSQ. Il institue un mode de relations interpartenaires. Les travailleurs sociaux jouent le jeu. Cependant ils se sentent progressivement dépossédés du processus et relégués à leur rôle habituel de traitement social. La cité est réhabilitée, certains immeubles sont détruits, c'est un exemple réussi. Vaulx en Velin, soeur jumelle située à quelques kilomètres, est présentée aussi en exemple d'un développement abouti et pourtant... un quartier de cette ville connaît une émeute en octobre 90.

Résumé schématique mais révélateur. Il traduit une fracture qui s'est opérée dans les rapports sociaux. 10 ans après Vaulx en Velin devient un nouveau symbole médiatique.

Il existe donc toujours une centralité avec des marges sur lesquelles elle exerce un pouvoir coercitif et d'imposition de normes et valeurs dominantes. Mais le système, lui, a changé. Il a évolué d'un rapport d'exploitation de classe à un fonctionnement auto-suffisant de caste. Du côté des marges le sentiment d'appartenance, l'identité de groupe, pouvoir de transformation des rapports sociaux, a cédé la place à une désagrégation d'une mémoire collective où la révolte

reste la seule forme inorganisée de réponse.

Le partenariat impulsé comme dogme idéologique maintient le statut quo sous l'apparence de la concertation. Le développement associatif devait permettre aux jeunes de se constituer partenaires. Ceux qui y ont cru reconnaissent aujourd'hui que la majorité des exclus n'ont pas accédé plus facilement à la citoyenneté.

UNA VENIR POUR LE TRAVAIL SOCIAL

Le travail social est aussi entraîné dans cette partition de la société. Face à la dépossession de son identité, chacun cherche une échappatoire. La mémoire professionnelle est une perception douloureuse renvoyant à une réalité insupportable. La seule façon est de la sublimer ou de l'oublier:

- Soit en faire un mythe ou une idée religieuse: c'est le discours militant. L'individu s'accroche à la nostalgie des rapports de force d'antan, là où chacun avait sa place. C'est à dire avant l'ère du consensus. A défaut, il lui reste les revendications catégorielles renforçant un corporatisme qui cloisonne les savoirs, éloigne l'idée d'identité, contribue à la perte du «sens politique». Ce qu'il est le premier à regretter.

- Soit chercher à effacer la mémoire par un surinvestissement et/ou l'installation dans un fonctionnement bureaucratique que le travailleur social exécute, subit et reproduit. C'est le discours sur la technicité revendiquée comme spécificité professionnelle, la spécialisation de l'intervention bornée au micro-social (où on se sent moins impuissant), l'instauration d'un savoir «professionnel» qui se suffirait à lui même et évacue de fait toute idée de recherche. A quoi sert-il de comprendre puisqu'on y peut rien !

- Soit se réfugier dans une modernité sans consistance en adhérant par mimétisme à l'idéologie ambiante, adaptant la technologie de la production au développement social. Il devient agent développeur, ingénieur social, voir chef de projet. Il a perdu ses états

d'âme tout en n'ayant pas vraiment gagné une reconnaissance. Tout au plus peut-il regarder d'un oeil attendri ses anciens collègues restés dans le marasme.

Quelles que soient les échappatoires, soulager la mémoire conduit d'autant plus à perdre son identité. La révolution informatique aidant, nous sommes de plus en plus dans un mode de fonctionnement et de représentation binaire qui efface les contradictions, offre des compréhensions clefs en mains sans donner les éléments pour construire une réponse.

Cette organisation et diffusion de l'information dépasse les frontières nationales, les aspérités culturelles, les sinuosités individuelles. Elle régularise, lisse, aplanie : une mondialisation qui n'est pas synonyme d'universalisme, ni de rencontres culturelles.

Elle entérine une société clivée où *l'entre-deux* à disparu. L'entre-deux, c'est justement là où se loge l'action sociale, les relais indispensables aux huilages des rouages.

Ouvrir un espace social

C'est ici que le travail social peut retrouver un sens, dans la création du lien social, une société civile porteuse de droits politiques, des nouveaux réseaux de communication et de participation.

Le travail en réseaux concentre son intention non sur un imaginaire mais sur le lien unissant les individus (ou les groupes). Ces derniers ne sont plus des *représentants* mais des *participants* dans le sens où il sont liés dans un tissu de relations : les choix et initiatives de chacun sont stimulés par la conscience d'une identité (sentiment d'appartenance à un corps social, un espace culturel, une mémoire collective). A la participation fictive comme on dit «participer à une réunion» le réseau oppose une participation effective, lien vivant du corps social, basé sur un échange réciproque. Plus qu'un mode de fonctionnement collectif, le mot «réseaux» qualifie un choix idéologique où la faculté à créer du «lien social» garantit et pérennise l'idée que l'on se fait d'une démocratie où chaque individu est reconnu porteur de droits (en particu

lier le droit de contester toute forme de pouvoir institué). Les réseaux semblent offrir la possibilité d'échange réciproque, la garantie d'une appropriation collective sans que celle-ci renforce la centralité d'un pouvoir, la dépossession des uns par les autres.

Libérer la parole

Résister, c'est commencer pas se réapproprier les mots qui forgent une pensée, permettre à des individus cernés et parfois cloués dans leurs champs d'investigation et institutions de se rencontrer dans un espace ouvert.

«L'insurrection de la parole», cela peut paraître étrange. Cependant il suffit pour se convaincre de répertorier les jargons, fidèles défenseurs d'autant de chapelles professionnelles et institutionnelles pour comprendre l'étouffement pour ne pas dire l'esclavage de la pensée.

Retrouver la mémoire

Le sentiment d'appartenance nécessite l'enracinement dans un *espace-mémoire*, source d'identité. La mémoire se constitue avant tout comme une trace. La trace se présenterait à la fois :

- comme caractère de visibilité : signifier les caractéristiques de l'humanité. Il s'agit d'affirmer la possibilité de vivre ensemble, vivre dans nos ressemblances. Ceci conduit à confirmer l'hypothèse que l'identité ne peut se construire par l'exclusion des spécificités : reconnaître «les différences» n'a de sens que si on reconnaît l'essentiel;

- comme caractère de transmission : cette trace est une marque. Elle transcende les particularismes, irradie et irrigue l'énergie dans le temps (les générations) et l'espace sociale. Elle s'affirme en opposition à la coupure-brulure de la mémoire.

S'approprier un savoir

La production d'un savoir (incluant un savoir-faire et un savoir-être) pose la question de la transmission du savoir, d'une culture professionnelle qui s'inscrit dans une mémoire collective source d'identité. Au delà d'une refonte nécessaire de la formation initiale des travailleurs sociaux, le savoir, sa manipulation et distribution, constitue un des enjeux de cette décennie.

Hugues BAZIN